

COMMISSION DES AFFAIRES
SOCIALESCOMMISSIE VOOR DE SOCIALE
ZAKEN

du

van

MERCREDI 06 AVRIL 2011

WOENSDAG 06 APRIL 2011

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 17 sous la présidence de M. Stefaan Vercamer.

01 Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la nomination d'un nouvel administrateur général à la CAAMI" (n° 3567)

01.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Le 31 août dernier, l'administrateur général de la Caisse Auxiliaire d'Assurance Maladie-Invalidité (CAAMI) a été admis à la pension avant de voir son mandat prolongé par le gouvernement.

Depuis lors, le concept d'affaires courantes ayant évolué, il semble que ledit administrateur général ait été finalement admis à la pension.

Quelles sont les raisons de la prolongation du mandat de l'administrateur général de la CAAMI? Sous quel statut l'administrateur général de la CAAMI a-t-il vu son mandat prolongé? Qu'en est-il de la désignation du nouvel administrateur général concernant le délai et la procédure?

01.02 Jean-Marc Delizée, secrétaire d'État (*en français*): Je vous transmets le texte qui m'a été remis par le cabinet de Mme Onkelinx. Le mandat de l'administrateur général, M. Livyns, expirait fin août 2010. En période d'affaires courantes aucune nomination de fonction de management ne peut avoir lieu mais, en vue d'assurer la continuité du service, j'ai décidé de prolonger son mandat de six mois maximum. Depuis le 1^{er} mars 2011 donc, M. Livyns n'exerce plus cette fonction. En sa qualité d'administrateur général adjoint, Mme Miclotte assure la gestion de la CAAMI. Le nouveau gouvernement se chargera de la sélection et de la nomination du nouvel administrateur général.

01.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Je suis étonné du fait de ce fonctionnement à géométrie variable. Dès lors que les affaires courantes ne sont pas sur le point de se terminer, il faudra peut-être trouver une solution avant la mise place d'un nouveau gouvernement.

01.04 Jean-Marc Delizée, secrétaire d'État (*en français*): Votre observation pose la question des affaires courantes. C'est un débat politique: que peut-on faire en affaires courantes? Je ferai part de votre remarque à Mme Onkelinx.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Sonja Becq à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la reconnaissance des sourds en tant que personnes handicapées" (n° 3265)

02.01 Sonja Becq (CD&V): Les personnes souffrant d'une perte d'acuité auditive se sentent lésées lors de l'évaluation des conséquences de leur handicap sur leur capacité de gain et sur leur autonomie. Cette évaluation leur fait perdre plusieurs avantages en ce qui concerne l'impôt des personnes physiques, le revenu cadastral et les tarifs sociaux des services d'utilité publique. Par ailleurs, l'évaluation du handicap de certaines personnes a été revue à la baisse. Pourtant, les médecins contrôleurs n'évaluent manifestement

pas toujours de la même façon des cas pourtant comparables. Les malentendants ne désirent pas à tout prix percevoir une allocation, et pourtant, force est de constater qu'ils sont confrontés à des charges financières supplémentaires.

A-t-on évalué la possibilité d'intégrer l'hypoacousie ou la surdité dans les critères permettant de déterminer le taux d'invalidité d'une personne? Le secrétaire d'État a-t-il déjà reçu une demande visant à prendre cet aspect davantage en considération? Envisage-t-il des modifications à cet égard?

02.02 Jean-Marc Delizée, secrétaire d'État (*en néerlandais*): En 1987, la réforme de la loi a mis l'accent sur l'influence du handicap sur la capacité à percevoir à un revenu et sur l'autonomie de la personne, plutôt que sur le constat du handicap sur la base de l'échelle officielle d'estimation de l'invalidité. L'évaluation en pourcentage a été abandonnée au profit d'un examen du droit de la personne à percevoir une allocation de remplacement de revenus et à une évaluation de la perte d'autonomie exprimée en points.

La réforme semble plus pertinente pour certaines catégories de personnes handicapées que pour d'autres. Les personnes souffrant d'un handicap auditif et une série d'autres catégories de personnes semblent juger l'actuelle échelle d'évaluation moins adéquate. Il est évident que toute loi peut être améliorée.

À mon arrivée au département en 2009, j'ai suggéré de consulter le secteur en vue d'une actualisation de la loi. Cette consultation était programmée pour 2010 et j'espère que mon successeur consultera effectivement le secteur et améliorera le système.

Il me semble préférable d'améliorer l'ensemble de la loi et de simplifier le système plutôt que d'élaborer un meilleur régime pour les sourds et les malentendants.

02.03 Sonja Becq (CD&V): Il est effectivement préférable d'améliorer l'ensemble du système. Il ne faut pas uniquement prendre l'affection comme point de départ mais aussi analyser les conséquences.

Lorsque j'ai déposé la question, je n'ai pas réalisé qu'elle ne relève pas des affaires courantes mais le secrétaire d'État a raison.

Une simplification est effectivement également nécessaire. Quelles informations doivent figurer sur le formulaire? Quelles données mentionnées sur le formulaire peuvent également être utiles pour d'autres instances?

02.04 Jean-Marc Delizée, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Il faudrait sans doute prendre une initiative au niveau fiscal pour les sourds et les malentendants. À l'heure actuelle, ces personnes doivent avoir au moins neuf points pour obtenir un avantage fiscal.

L'incident est clos.

Présidente: Sonja Becq

03 Question de M. Stefaan Vercamer au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'absence d'un arrêté royal portant exécution de l'article 8, § 1bis, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées" (n° 3884)

03.01 Stefaan Vercamer (CD&V): Le régime des allocations familiales majorées prend fin à 21 ans et l'on passe alors à l'allocation de remplacement de revenus ou à l'allocation d'intégration. Ce passage ne se fait pas automatiquement, ce qui serait pourtant logique. La base légale existe mais il faut encore prendre l'arrêté royal d'exécution. Toutes les données nécessaires sont en outre disponibles dans le cadre de la sécurité sociale.

Le gouvernement en affaires courantes a déjà pris de nombreux arrêtés royaux. Quand le secrétaire d'État prendra-t-il celui qui nous concerne ici?

03.02 Jean-Marc Delizée, secrétaire d'État (*en néerlandais*): En 2007, un paragraphe a été ajouté à la loi du

27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées. Ce paragraphe prévoit une enquête obligatoire lors du passage du régime des allocations familiales majorées à celui de l'allocation de remplacement de revenus (ARR) et de l'allocation d'intégration (AI).

Les critères de reconnaissance du handicap sont tout à fait différents dans ces deux régimes, et l'ARR et l'AI sont en outre soumis à un contrôle préalable des ressources, ce qui n'est pas le cas des allocations familiales majorées pour enfants handicapés.

Un arrêté royal d'exécution de ce paragraphe n'apporterait aucun changement fondamental. Pour l'instant, les caisses d'allocations familiales et les caisses d'assurances sociales doivent informer à temps les familles concernées sur les mesures à prendre. À terme, l'administration écrira directement aux personnes concernées et leur enverra en même temps les formulaires médicaux et administratifs nécessaires.

03.03 Stefaan Vercamer (CD&V): Pourquoi les intéressés doivent-ils encore se déplacer pour remettre un formulaire à l'administration communale, alors que la sécurité sociale possède l'ensemble des données? Plutôt que d'envoyer des formulaires, l'administration ne pourrait-elle pas préparer le dossier comme le prévoit d'ailleurs la loi?

03.04 Jean-Marc Delizée, secrétaire d'État (*en néerlandais*): C'est exact lorsque les demandes d'information concernent la situation de ces personnes et c'est ainsi que la procédure sera organisée à l'avenir. Mais cette question n'est pas suffisamment urgente pour être traitée dans le cadre des affaires courantes.

03.05 Stefaan Vercamer (CD&V): Le gouvernement ne lésine cependant pas sur le nombre d'arrêtés royaux promulgués en affaires courantes.

La **présidente**: Ce qui n'est pas possible dans le cas qui nous occupe semble l'être déjà dans une large mesure pour les déclarations d'impôts.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 10 h 41.

De vergadering wordt geopend om 10.17 uur en voorgezeten door de heer Stefaan Vercamer.

01 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de benoeming van een nieuwe administrateur-generaal bij de HZIV" (nr. 3567)

01.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Op 31 augustus jongstleden werd het mandaat van de pensioensgerechtigde administrateur-generaal van de Hulpkas voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering (HZIV) door de regering verlengd.

Sindsdien heeft het begrip lopende zaken een andere invulling gekregen en zou voornoemde administrateur-generaal uiteindelijk met pensioen zijn gegaan.

Waarom werd het mandaat van de administrateur-generaal van de HZIV verlengd? Welk statuut had de administrateur-generaal van de HZIV nadat zijn mandaat werd verlengd? Hoe staat het met de aanstelling van de nieuwe administrateur-generaal wat de termijn en de procedure betreft?

01.02 Staatssecretaris Jean-Marc Delizée (*Frans*): Ik geef u het antwoord dat ik van het kabinet van mevrouw Onkelinx heb gekregen. Het mandaat van de administrateur-generaal, de heer Livyns, liep eind augustus 2010 af. Een regering van lopende zaken kan niemand benoemen in een managementfunctie, maar met het oog op de continuïteit van de dienstverlening besliste ik zijn mandaat met maximaal zes maanden te verlengen. Sinds 1 maart 2011 oefent de heer Livyns deze functie dus niet langer uit. Mevrouw Miclotte, die adjunct-administrateur-generaal is, neemt het beheer van de HZIV op zich. De nieuwe regering zal een nieuwe administrateur-generaal selecteren en benoemen.

01.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Het verwondert me dat niet steeds voor dezelfde aanpak wordt

gekozen. Het einde van de periode van lopende zaken ligt nog niet in het verschiet en het lijkt me dan ook aangewezen dat naar een oplossing wordt gezocht vóór het aantreden van een nieuwe regering.

01.04 Staatssecretaris **Jean-Marc Delizée** (*Frans*): Uw opmerking heeft betrekking op de bevoegdheden van een regering van lopende zaken. Dit is een politiek debat: wat kan een regering van lopende zaken doen? Ik zal uw opmerking meedelen aan minister Onkelinx.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de erkenning van doven als gehandicapten" (nr. 3265)**

02.01 **Sonja Becq** (CD&V): Personen met een gehoorstoornis voelen zich benadeeld bij de inschaling van de gevolgen van hun beperking op verdienvermogen en zelfredzaamheid. Hierdoor ontgaan hun een aantal voordelen inzake personenbelasting, kadastraal inkomen en sociale tarieven voor nutsvoorzieningen. Bovendien worden sommigen sinds kort lager ingeschaald en blijken controleartsen vergelijkbare gevallen niet altijd op eenzelfde manier te beoordelen. Dove mensen willen niet per se een uitkering, maar we moeten wel erkennen dat zij extra financiële lasten hebben.

In hoeverre is in de manier van inschalen een evaluatie doorgevoerd om in de criteria ook het element van gehoorstoornis of doofheid mee te nemen? Heeft de staatssecretaris al de vraag gekregen om daarmee meer rekening te houden? Overweegt hij eventuele aanpassingen?

02.02 Staatssecretaris **Jean-Marc Delizée** (*Nederlands*): Bij de hervorming van de wet in 1987 werd de klemtoon verlegd van een vaststelling van de handicap volgens de officiële schaal voor de inschatting van de invaliditeit naar een invloed op het verdienvermogen en de problemen inzake zelfredzaamheid. Er werd afgestapt van een beoordeling in procenten; in de plaats wordt onderzocht of de persoon recht heeft op een inkomensvervangende tegemoetkoming en of er sprake is van verminderde zelfredzaamheid, uitgedrukt in punten.

Die hervorming blijkt voor sommige groepen geschikter dan voor andere groepen. Personen met een auditieve handicap en enkele andere groepen blijken de huidige evaluatieschaal als niet of minder geschikt te ervaren. Het spreekt voor zich dat elke wet vatbaar is voor verbetering.

In oktober 2009, toen ik op het departement aankwam, was mijn voorstel om de sector te consulteren over het actualiseren van de wet. De consultatie moest in 2010 plaatsvinden. Ik hoop dat mijn opvolger de sector inderdaad zal raadplegen en het systeem verbeteren.

Het lijkt mij beter de wet in haar geheel te verbeteren en het systeem te vereenvoudigen dan een betere regeling uit te werken voor doven en slechthorenden.

02.03 **Sonja Becq** (CD&V): Het is inderdaad beter het hele systeem te verbeteren. We mogen niet louter de aandoening als uitgangspunt nemen, we moeten de gevolgen bekijken.

Toen ik de vraag indiende, realiseerde ik mij niet dat dit geen lopende zaak is, maar de staatssecretaris heeft gelijk.

Er is inderdaad ook een vereenvoudiging nodig. Wat moet er op het formulier allemaal worden ingevuld? Met welke gegevens op het formulier kunnen we ook bij andere instanties terecht?

02.04 Staatssecretaris **Jean-Marc Delizée** (*Nederlands*): Voor personen die doof zijn of slecht horen moet er misschien iets gebeuren op fiscaal vlak. Nu moeten zij daarvoor 9 punten hebben.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Sonja Becq.

03 Vraag van de heer **Stefaan Vercamer** aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, belast met Personen met een handicap, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het uitblijven van een KB ter uitvoering van artikel 8, § 1bis, van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap" (nr. 3884)

03.01 **Stefaan Vercamer** (CD&V): Op 21 jaar stopt de verhoogde kinderbijslag en gaat men over naar een inkomensvervangende of een integratietegemoetkoming. Dit gebeurt niet automatisch, wat nochtans logisch zou zijn. De wettelijke basis daartoe bestaat, enkel het KB voor de uitvoering ontbreekt. Bovendien zijn alle gegevens voorhanden in de sociale zekerheid.

De regering van lopende zaken heeft al heel wat KB's genomen. Wanneer zal de staatssecretaris dit KB nemen?

03.02 Staatssecretaris **Jean-Marc Delizée** (*Nederlands*): In de wet van 27 februari 1987 over de tegemoetkomingen aan personen met een handicap werd in 2007 een paragraaf toegevoegd, die bepaalt dat een onderzoek moet worden ingesteld voor de overgang van de bijkomende kinderbijslag naar de inkomensvervangende tegemoetkoming (IVT) en de integratietegemoetkoming (IT).

De criteria voor de erkenning van de handicap zijn in beide stelsels totaal verschillend en de IVT en de IT worden ook onderworpen aan een inkomenstoets, wat niet zo is voor de bijkomende kinderbijslag voor kinderen met een handicap.

Een KB ter uitvoering van die paragraaf zal geen wezenlijke verandering teweegbrengen. Momenteel moeten de kinderbijslagfondsen en de sociale verzekeringsfondsen de betrokken familie tijdig wijzen op de te nemen maatregelen. Op termijn zullen de betrokkenen rechtstreeks worden aangeschreven en ontvangen ze daarbij de nodige medische en administratieve aanvraagformulieren.

03.03 **Stefaan Vercamer** (CD&V): Waarom moeten de betrokkenen zelf nog eens met een formulier naar het gemeentebestuur, als binnen de sociale zekerheid alle gegevens al voorhanden zijn? In plaats van de formulieren naar de mensen te sturen, kan de administratie die zaken toch al zelf voorbereiden, zoals het ook is bedoeld in de wet?

03.04 Staatssecretaris **Jean-Marc Delizée** (*Nederlands*): Dat klopt als het gaat over de toestand van die personen. In de toekomst zal dit ook zo worden geregeld. Maar deze aangelegenheid is niet dringend genoeg om te worden behandeld in een periode van lopende zaken.

03.05 **Stefaan Vercamer** (CD&V): Nochtans neemt de regering in een periode van lopende zaken veel KB's.

De **voorzitter**: Wat niet kan in dit geval, kan blijkbaar voor een groot deel al wel voor de belastingbrieven.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 10.41 uur.